

## Hypermondialisation

### Christophe Ventura (octobre 2013)

Selon l'expression des économistes Arvind Subramanian et Martin Kessler, nos sociétés entreraient dans une ère d'« hypermondialisation »<sup>1</sup>. Entre 1980 et 2011, le volume de marchandises échangées à l'échelle planétaire a été multiplié par quatre, le niveau du commerce mondial augmentant près de deux fois plus vite que la production mondiale chaque année<sup>2</sup>. Selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC), « *la valeur en dollars du commerce mondial des marchandises a augmenté de plus de 7 % par an en moyenne (...), atteignant un record de 18 000 milliards de dollars à la fin de cette période* ». Pour leur part, « *les échanges de services commerciaux ont augmenté encore plus rapidement, à un taux annuel moyen d'environ 8%, pour atteindre quelque 4 000 milliards de dollars* »<sup>3</sup>.

Ainsi, si le commerce international représentait 9% du PIB mondial en 1870, 16 % en 1914, 5,5 % en 1939, environ 15 % dans les années 1970, il en génère désormais 33 %<sup>4</sup>.

Bien qu'affectée par la crise financière de 2008 et ses conséquences sur la baisse de la demande, notamment aux Etats-Unis, en Chine et en Europe – le volume du commerce mondial a crû de 2 % en 2012 contre 5,1 % en 2011 (2,5 % attendu en 2013) – cette montée en puissance inédite de l'intégration commerciale mondiale constituerait, selon les deux chercheurs, la première caractéristique de cette « hypermondialisation ».

---

<sup>1</sup> Arvind Subramanian et Martin Kessler, « The Hyperglobalization of Trade and Its Future », Peterson Institute for International Economics, juillet 2013

(<http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=2443>).

<sup>2</sup> Sauf pendant ces deux dernières années. *Rapport sur le commerce mondial 2013. Facteurs déterminant l'avenir du commerce mondial*, Organisation mondiale du commerce (OMC), 18 juillet 2013 ([http://www.wto.org/french/res\\_f/publications\\_f/wtr13\\_f.htm](http://www.wto.org/french/res_f/publications_f/wtr13_f.htm)).

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> *Ibid.*

La réduction des droits de douane<sup>5</sup>, du coût des transports - notamment maritimes - et des télécommunications, l'essor des technologies facilitant la dématérialisation des échanges et des services, la mobilité du capital et des facteurs de production, ainsi que la multiplication des accords de libre-échange bilatéraux et multilatéraux ont rendu possible cette nouvelle étape de la mondialisation économique et financière.

Dans ce vaste mouvement, de nouvelles tendances sont à l'œuvre. L'« hypermondialisation » ne s'évalue pas seulement quantitativement par l'augmentation du commerce international intégré, mais également qualitativement. De ce point de vue, elle correspond à une mutation profonde et non achevée des formes du système de production et d'échange à l'échelle mondiale qui impacte chaque pays et régions.

Certaines de ses manifestations les plus saillantes sont désormais régulièrement commentées par les médias et convoquées par les gouvernements pour tenter de justifier, auprès de leurs opinions publiques, la nécessité de mettre en place des politiques d'austérité (salariale et sociale) afin de gagner en compétitivité dans le cadre d'une concurrence globale acharnée. Il s'agit de la montée de la Chine, qui occupe désormais la place de première puissance commerciale avec 11 % des exportations mondiales (contre 1 % en 1980), des pays du Sud<sup>6</sup>, des flux commerciaux Sud-Sud<sup>7</sup> et du développement de multiples configurations d'intégrations économiques régionales.

Cependant, d'autres dynamiques modifient, peu à peu, et plus souterrainement, les structures de la mondialisation. L'« hypermondialisation » désigne, en effet, le nouveau stade

---

<sup>5</sup> Sur ce sujet, lire Christophe Ventura, « Que sont les douaniers devenus... », *Le Monde diplomatique*, octobre 2013.

<sup>6</sup> Ils représentent 47 % des exportations mondiales, contre 34 % en 1980. Pour leur part, les économies du centre du système-monde en représentent 53%, contre 66 % en 1980.

<sup>7</sup> Ceux-ci représentent 24 % des flux globaux en 2011, contre 8 % en 1990. Les flux Nord-Nord en représentent, eux, 36 %, contre 56 % en 1990.

de son développement. Elle indique, en premier lieu, une nouvelle phase de fragmentation géographique de la production et de dissociation des fonctions productives à l'échelle mondiale. Les flux commerciaux s'inscrivent désormais dans des « chaînes de valeur » internationales qui organisent les processus de production en séquences distinctes, réalisées (souvent simultanément) en différents lieux de la planète, selon des logiques d'optimisation des territoires. Et ce, en fonction de leur organisation fiscale, sociale, salariale, financière, technologique, éducative, institutionnelle, etc.

Au cours des vingt dernières d'années, nous avons assisté à la mise en place d'un schéma désormais stabilisé. La propriété des entreprises, des brevets et des marques, ainsi que la recherche-développement (R&D), se concentrent dans les centres de l'économie-monde (pays de la Triade essentiellement), la conception, l'assemblage et la fabrication des produits se réalisant, eux, dans des pays (Asie, Amérique latine, Afrique, Proche-Orient) et des entreprises auxquels sont sous-traitées ces fonctions, tout comme la distribution, la vente, les services après-vente (Maghreb ou Inde par exemple)<sup>8</sup>.

Ainsi, les 80 000 multinationales recensées dans le monde<sup>9</sup> (assurant deux tiers du commerce international) sont les principaux maîtres d'œuvre de cette nouvelle organisation de la production. Comme l'explique la Commission économique pour

---

<sup>8</sup> Sur ce sujet, lire Jean-Luc Mélenchon, « Le nouvel ordre transnational ». Dans cette réflexion, le co-président du Parti de gauche (France) précise : « *un nouveau modèle d'entreprise (...) se contente de posséder des brevets, des marques, un carnet de chèques et des fichiers de clients. Cette forme particulière de dématérialisation de la propriété nous renvoie aussitôt à l'importance de la question brevets et des licences, des marques et des logos, qui constitue le cœur des nouvelles formes de pouvoir de la propriété capitaliste. Nombreuses sont les multinationales qui développent cette stratégie visant à se retirer voire à se dégager totalement de la production au profit d'activités limitant le risque de l'investissement : gestion de marques, commercialisation, distribution, activités financières* » (<http://www.jean-luc-melenchon.fr/2013/07/24/du-chaud-et-du-froid-des-hauts-et-du-bas/>).

<sup>9</sup> Arvind Subramanian et Martin Kessler, « The Hyperglobalization of Trade and Its Future », Peterson Institute for International Economics, juillet 2013.

l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations unies (Cepal), « *les entreprises multinationales des pays développés transfèrent ou sous-treatent une partie de leurs processus de production vers des pays en développement ou en transition. Cette fragmentation géographique de la production opère par l'intermédiaire de plusieurs canaux comme l'investissement direct étranger<sup>10</sup>, le commerce des biens intermédiaires [venant de pays différents]<sup>11</sup> et la sous-traitance de services<sup>12</sup>».* Et d'ajouter : « *En termes simples, ce qui est recherché [dans un contexte de réduction des droits de douane et des coûts de transport, d'information et de télécommunication qui permet une circulation sans entraves, démultipliée, croisée et à grande vitesse de la marchandise], c'est de combiner technologie, innovation et savoir-faire des pays développés (économies de maison mère) avec les coûts réduits de la main d'œuvre des pays en développement (économies de fabrication) »<sup>13</sup>.*

Pour la Cepal, il serait ainsi possible « *d'identifier trois grands réseaux de production dans le monde. L' « usine Europe » (avec en son centre l'Allemagne), l' « usine Amérique du Nord » (avec en son centre les Etats-Unis) et l' « usine Asie » (avec en son centre le Japon, de manière traditionnelle, et la Chine depuis la dernière période). Ces trois « usines » se caractérisent par un taux élevé de commerce intra-régional qui, pour sa part, s'organise autour de la production de biens intermédiaires » pour ces centres.*

---

<sup>10</sup> Le stock des IDE dans le monde est passé de 10% du PIB mondial dans les années 1990 à 30 % en 2011. *Ibid.*

<sup>11</sup> Selon l'OMC, « *30 % du total des échanges consistent en réexportations de biens intermédiaires (...). Depuis le milieu des années 1990, ce pourcentage a augmenté de près de 10 points ».*

<sup>12</sup> Selon l'OMC, en terme de valeur ajoutée, « *la contribution des services au commerce total (...) a été près de deux fois plus élevée que la part correspondante mesurée en termes bruts, passant de 23% à 45 % en 2008. Les services contribuent grandement au commerce des marchandises, soit du fait de leur rôle facilitateur des transactions internationales, soit par le biais de leur incorporation dans le coût de production total de la marchandise. »*

<sup>13</sup> *Panorama de la insercion internacional de America latina y el Caribe*, Cepal, 2013.

Selon les estimations du ministère du commerce extérieur français, la moitié de la valeur des marchandises exportées dans le monde est ainsi constituée par des pièces et des composants importés. En France, cette proportion est de 25%. Dans les pays en développement, elle se situe autour de 60 %. L'iPhone d'Apple ou la poupée Barbie sont les symboles de cette marchandise « Made in the World ».

C'est dans ce contexte qu'émergent, depuis le début des années 2010, et encore plus depuis 2013, de nouvelles formes d'accords de libre-échange hors du cadre multilatéral de l'OMC. Il s'agit d'accords dits « méga-régionaux » ou « méga-bilatéraux » : grand marché transatlantique<sup>14</sup>, Partenariat transpacifique<sup>15</sup>, Partenariat économique intégral régional (qui concerne dix pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est -ASEAN -<sup>16</sup>), accord de libre-échange Union européenne-Japon (en cours de négociation), accords de libre échange entre la Chine, le Japon et la Corée du Sud (idem).

Leur fonction est à la fois politique, géopolitique et économique. Il s'agit d'organiser, sur le long terme, la sécurisation des investissements et des activités - tout comme la facilitation de leurs opérations - des acteurs financiers et économiques mondialisés. Et ce, afin de consolider et développer la valeur ajoutée de la marchandise dans le cadre d'espaces transnationaux constitués par les chaînes de production

---

<sup>14</sup> Lire Bernard Cassen, « L'alibi de l'emploi pour un grand marché (transatlantique) de dupes », Mémoire des luttes (<http://www.medelu.org/L-alibi-de-l-emploi-pour-un-grand>).

<sup>15</sup> Lire Christophe Ventura, « Washington se relance dans le nouveau jeu latino-américain », Mémoire des luttes (<http://www.medelu.org/Washington-se-relance-dans-le>) et « Le Partenariat transpacifique, nouvel outil de l'hégémonie de Washington », Mémoire des luttes (<http://www.medelu.org/Le-Partenariat-transpacifique>).

<sup>16</sup> Australie, Birmanie, Brunei, Cambodge, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Japon, Laos, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam. Les négociations, lancées début 2013, devraient, selon les initiateurs, aboutir en 2016.

globales dans lesquelles agissent et se déploient les multinationales du centre de l'économie mondiale, qui disposent d'intérêts communs avec des acteurs économiques, commerciaux et financiers régionaux et locaux.

Ce faisant, ces accords de nouvelles génération se singularisent par plusieurs aspects. Ils concernent des espaces calqués sur ces chaînes de production et peuvent, le cas échéant, enjamber les géographies régionales et dessiner de nouvelles frontières économiques, financières et commerciales entre pays et blocs de pays ou régions ; ils recouvrent des territoires physiques, démographiques, politiques et économiques immenses ; ils visent à harmoniser non seulement des droits de douane, mais également - sur la base des standards juridiques des pays hégémoniques de la Triade - les barrières dites « non-tarifaires » (normes sanitaires et phytosanitaires, conditions d'accès aux marchés publics, droits de propriété intellectuelle, sécurisation des investissements, politique de la concurrence, etc.).

Ces nouvelles transformations du capitalisme renforceront les dynamiques de fusion entre les Etats concernés et les intérêts marchands et, ce faisant, la déconnexion entre la capacité d'intervention démocratique des peuples - seule à même de contrôler la puissance du capital - et celle de ce dernier à soumettre nos sociétés sous sa domination destructrice.

Dans *La Dynamique de l'Occident* (1939), le sociologue allemand Norbert Elias remarquait : « *Comme cela se produit dans chaque système à équilibre instable, soumis à une tension concurrentielle en rapide progression et dépourvu de monopole central, les Etats les plus puissants, qui constituent les axes principaux du système, se poussent réciproquement, dans un mouvement de vis sans fin, à l'expansion et au renforcement de leur position. Ainsi se trouve enclenché le mécanisme de la lutte pour l'hégémonie et - intentionnellement ou non - pour la création de centrales monopolistes s'étendant sur des territoires d'un ordre de grandeur nettement supérieur. Et s'il est vrai qu'il s'agit pour le moment d'abord d'une domination limitée à quelques continents, on voit se dessiner déjà, par suite du débordement des interdépendances sur d'autres*

*régions, la lutte pour l'hégémonie dans un système englobant toute la terre habitée »<sup>17</sup>.*

L'« hypermondialisation » constituerait-elle une nouvelle étape vers la monopolisation du monde par les puissances économiques, financières et étatiques du « monde occidental »? Cette dernière notion désignerait-t-elle, quant à elle, l'intégration des élites – d'où qu'elles viennent, du Nord ou du Sud – au sein d'une même surclasse oligarchique mondialisée ?

Quoi qu'il en soit, l'« hypermondialisation » constitue le nouveau cadre d'affrontement objectif entre les mouvements anti-systémique de la planète - affaiblis et localisés aujourd'hui - et les forces du capitalisme financiarisé.

---

<sup>17</sup> Norbert Elias, *La Dynamique de l'Occident*, Calmann-Lévy, collection Agora, Paris, 1977 (traduction du tome 2 de *Über den Progress der Zivilisation*, 1939).